

FERNAND PELLOUTIER...

Il y a maintenant un siècle disparaissait Fernand Pelloutier auquel Christophe Bitaud rend hommage.

Pelloutier est surtout connu par la *Fédération des Bourses du Travail* dont il fit une représentation politique de la classe ouvrière opposée aux insupportables prétentions du «*Parti Guesdiste*».

Aujourd'hui, comme hier, les politiciens sont hostiles à «*l'interprofessionnelle*» dans laquelle ils voient un concurrent au Parti.

Les travailleurs, dans leur immense majorité, ne s'y sont pas trompés, ils savent que les partis, même lorsqu'ils se voulaient «*ouvriers*» n'ont jamais véritablement œuvré à la défense des intérêts de la classe ouvrière mais à ceux de la caste bureaucratique qui les dirige et dont le seul mobile était et demeure: l'accès, le plus vite possible, au pouvoir.

C'est pourquoi, aujourd'hui encore et, en dépit des manœuvres de toutes sortes, la majorité des travailleurs demeurent attachés à leurs syndicats dont les militants n'aspirent pas à devenir les «*gérants loyaux du capitalisme*», mais à être, en toute circonstance, les défenseurs résolus et lucides des intérêts de leurs mandants.

Robert Bothereau qui fut le Premier Secrétaire de la C.G.T.F.O. définissait l'organisation syndicale comme un «*mouvement*» et non comme une «*institution*». Autrement dit, il dénonçait par avance la théologie de la subsidiarité ainsi que la C.E.S. qui n'a de syndical que le nom.

Alexandre HÉBERT.

HOMMAGE A FERNAND PELLOUTIER...

Un siècle après sa mort, Fernand Pelloutier dérange encore, ce qui, sans doute, est la marque des révolutionnaires authentiques. En effet, de tous temps, les commémorations ont servi à justifier l'union sacrée du peuple autour d'événements historiques mythifiés ou de Grands Hommes, bien souvent caricaturés. Dans ces conditions, que l'anniversaire de la disparition de Pelloutier n'ait pas donné lieu à des articles dithyrambiques dans la presse bourgeoise n'est pas pour nous surprendre, en revanche, la discrétion du mouvement ouvrier ne manque pas de nous inquiéter car elle témoigne de l'amnésie qui frappe ses grandes organisations historiques, de leur degré de reniement et de trahison, et, in fine, de leur état de décomposition.

Nous allons donc, modestement, nous efforcer de réparer cette injustice en retraçant le parcours de Pelloutier et, surtout, en rappelant quelle fut son œuvre, tant théorique que pratique et en quoi, à nos yeux, elle est toujours d'actualité.

Fernand Pelloutier est né à Paris le 1er octobre 1867. A l'âge de douze ans, il quitte la capitale pour suivre son père, fonctionnaire des postes, nommé à St-Nazaire. Il est alors interne dans une pension religieuse et ne semble guère goûter aux charmes spirituels de l'endroit puisqu'il tente par deux fois de s'enfuir. Il parvint finalement à ses fins en se faisant chasser pour avoir écrit un roman anticlérical. Comme quoi la valeur

n'attend effectivement pas le nombre des années! Il poursuit alors ses études au collège de St-Nazaire où ses professeurs, cette fois-ci laïcs, le juge particulièrement intelligent mais peu soucieux des conventions.

Cet aspect de son caractère explique sans doute son échec au Baccalauréat en 1885, échec qui ne le marqua guère puisqu'il se lança sans attendre dans une carrière journalistique. Il collabora à de nombreux journaux et fonda quelques revues mais, c'est surtout dans les colonnes du journal radical «*La Démocratie de l'Ouest*» qu'il écrivit le plus régulièrement. Il y soutint en particulier la campagne de son ami Aristide Briand avant que celui-ci ne renie ses idéaux de jeunesse au profit d'une carrière ministérielle, ce qui depuis, est devenu monnaie courante...

En 1889, une grave maladie qui lui sera finalement fatale, le contraint à interrompre son activité littéraire et journalistique durant deux années.

En 1892, il rejoint «*La Démocratie de l'Ouest*» mais, cette fois-ci, en qualité de rédacteur en chef. Durant sa longue convalescence, sa pensée politique a considérablement évolué.

Ayant abandonné le radicalisme au profit du socialisme, il adhère au *Parti Ouvrier Français* (POF) de Jules Guesde. Il n'y restera pas très longtemps du fait de divergences théoriques avec Guesde et de son intérêt croissant pour le syndicalisme d'action directe.

Les 3, 4, et 5 septembre 1892, Pelloutier défend une «*proposition de grève universelle*» lors d'un congrès régional ouvrier de l'ouest. Sa pensée est alors en formation et empreinte d'une certaine utopie. Selon lui, une grève à la fois légale, pacifique et limitée devait amener, naturellement, le parti ouvrier au pouvoir. Guesde, ancien anarchiste converti au marxisme dont le credo pouvait se résumer à «*hors du Parti point de salut*», combattit avec succès les thèses de Pelloutier. Ce ne fut que partie remise pour ce dernier puisque le 6 septembre 1894 au 6^{ème} *Congrès National des Syndicats à Nantes*, les partisans de la grève générale l'emportèrent sur les guesdistes qui se replièrent alors définitivement sur leur parti.

Son père, muté à Paris, Fernand Pelloutier retrouve la capitale. Il y rencontre des anarchistes tels Augustin Hamon ou Émile Pouget. Devenu anarchiste, Pelloutier s'investit dans l'aventure des *Bourses du Travail* et, en 1895, il devient Secrétaire Général de la *Fédération National des Bourses du Travail*. Cette même année, il publie un article intitulé: «*L'Anarchisme et les syndicats ouvriers*», dans lequel il décrit sa conception du syndicat:

«Personne ne croit ou n'espère que la prochaine révolution, si formidable qu'elle doive être, réalise le communisme anarchique pur. Mais l'état transitoire à subir doit-il être nécessairement, fatalement la geôle collectiviste? Ne peut-il consister en une organisation libertaire limitée exclusivement aux besoins de la production et de la consommation, toutes institutions politiques ayant disparu?...

Or, qu'est-ce qu'un syndicat? Une association d'accès ou d'abandon libre, sans président, ayant pour tous fonctionnaires un secrétaire et un trésorier révocables dans l'instant, d'hommes qui étudient et débattent des intérêts professionnels semblables. Que sont-ils ces hommes? Des producteurs, ceux-là même qui créent toute la richesse publique. Attendent-ils pour se réunir, se concerter, agir, l'agrément des lois? Non, leur constitution légale n'est pour eux qu'un amusant moyen de faire de la propagande révolutionnaire avec la garantie du gouvernement, et d'ailleurs combien d'entre eux ne figurent pas et ne figureront jamais sur l'Annuaire officiel des syndicats. Usent-ils du mécanisme parlementaire pour prendre leurs résolutions?

Pas davantage, ils discutent et l'opinion la plus répandue fait loi, mais une loi sans sanction, exécutée précisément parce qu'elle est subordonnée à l'acceptation individuelle, sauf le cas, bien entendu, où il s'agit de résister au patronat. Enfin, s'ils nomment à chaque séance un président, un délégué à l'ordre, ce n'est plus que par l'effet de l'habitude, car une fois nommé, ce président est parfaitement oublié et oublie fréquemment lui-même la fonction dont ses camarades l'ont investi. Laboratoire des luttes économiques, détaché des compétitions électorales, favorable à la grève générale avec toutes ses conséquences, s'administrant anarchiquement, le syndicat est donc bien l'organisation à la fois révolutionnaire et libertaire qui pourra seule contrebalancer et arriver à détruire la néfaste influence des politiciens collectivistes.

Supposons maintenant que, le jour où éclatera la révolution, la presque totalité des producteurs soit groupée dans les syndicats: n'y aurait-il pas là, prête à succéder à l'organisation actuelle, une organisation quasi libertaire, supprimant de fait tout pouvoir politique, et dont chaque partie, maîtresse des instruments de production, réglerait toutes ses affaires elle-même, souverainement et, par le libre consentement de ses membres? Et ne serait-ce pas l'association libre des producteurs libres?».

Ne trouve-t-on pas là, condensé en quelques lignes, l'essentiel de l'anarcho-syndicalisme?

La *Fédération des Bourses du Travail* est véritablement l'œuvre de Pelloutier. Théoricien, avec Pouget de l'action directe qui veut que l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, Fernand Pelloutier fait des Bourses du travail une institution ouvrière parfaitement indépendante. On trouve dans ces bourses des services mutualistes (caisses de solidarité, de maladie, de chômage...), mais également des bibliothèques et des cours du soir. Pour le secrétaire national des Bourses, il n'est point d'action efficace qui ne s'appuie sur une analyse sérieuse. La classe ouvrière doit avoir accès à la culture car elle est l'avenir de l'Humanité. N'avait-il pas coutume de dire: «ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur»? C'est cette volonté d'émancipation totale de l'homme qui éclaire également son activité de rédacteur de la revue *«L'ouvrier des deux mondes»*. On est bien loin des fumisteries staliniennes sur l'opposition entre culture *«bourgeoise»* et culture *«prolétarienne»* ou des divagations obscurantistes de certains pédagogues libertaires ou supposés tels.

Pelloutier n'avait jamais cautionné les dérives illégalistes de certains anarchistes. Il déplorait par ailleurs le mépris que nombre de révolutionnaires de l'époque portaient au syndicalisme, préférant, bien souvent, se fourvoyer dans la quête mythique du pouvoir au sein des partis socialistes.

C'est pourquoi, en 1899, il écrit sa célèbre *«Lettre aux Anarchistes»* les invitant à rejoindre les syndicats ouvriers. Il s'agit sans conteste d'un morceau d'anthologie, en voilà l'intégralité:

Je serai bref: l'espace m'est mesuré et d'ailleurs les paroles que je vais dire trouvent une illustration parfaite en la personne de propagandiste comme Malatesta, qui savent si bien unir à une passion révolutionnaire indomptable, l'organisation méthodique du prolétariat.

J'estime que le résultat du congrès socialiste nous trace de nouveaux devoirs. Nous avons jusqu'ici, nous anarchistes, mené, ce que j'appellerai, la propagande pratique (par opposition avec la propagande purement théorique de Grave) sans l'ombre d'une unité de vue. La plupart d'entre nous ont papillonné de méthode en méthode, sans grande réflexion préalable et sans esprit de suite, au hasard des circonstances. Tel qui, la veille, avait traité d'art, conférençait aujourd'hui sur l'action économique et méditait pour le lendemain une campagne antimilitariste. Très peu, après s'être tracé systématiquement une règle de conduite, surent s'y tenir et, par la continuité de l'effort, obtenir dans une direction déterminée le maximum de résultats sensibles et précieux. Aussi, à notre propagande par l'écriture, qui est merveilleuse et dont nulle collectivité – si ce n'est la collectivité chrétienne à l'aube de notre ère – n'offre un pareil modèle, ne pouvons nous opposer qu'une propagande agie des plus médiocres, et c'est d'autant plus regrettable que, par la solidarité même de sa foi morale et économique – aussi éloigné du matérialiste marxiste que le naturaliste Zola est éloigné de celui d'Armand Silvestre – l'anarchiste a des ressources d'énergie et une ardeur prosélytique pour ainsi dire inépuisables.

Ce que je demande donc, c'est (non pas certes l'unité de pensée, telle même qu'elle pourrait résulter d'une conférence semblable à celle que nous tîmes à Londres en 1896), mais le choix ferme par chacun de nous, à la lumière de sa propre conscience, d'un mode de propagande et la résolution non moins ferme d'y consacrer toute la force qui lui a été départie.

La caractéristique du congrès socialiste a été l'absence totale des syndicats ouvriers. Cette absence a frappé tout le monde, et moi-même, bien que connaissant l'horreur professée depuis longtemps par les syndicats à l'égard des sectes politiques, j'ai été surpris, je l'avoue, du petit nombre qu'il y en avait à ce «premier» congrès général du Parti Socialiste. Cette absence fut le résultat d'un état d'esprit où il entre assurément beaucoup de scepticisme (je ne dis pas d'indifférence) à l'endroit de l'action parlementaire. Les syndicats ne croient plus que médiocrement à l'efficacité et, par conséquent, à l'utilité des réformes partielles, qu'elles soient d'ordre politique ou d'ordre économique, et ils croient encore moins à la sincérité des parlementaires: cela paraîtra particulièrement évident si l'on songe qu'après avoir témoigné, en termes parfois très chaleureux, leur reconnaissance pour les décrets du citoyen Millerand, ils ne crurent pourtant pas devoir se rendre au congrès où devait s'instruire le procès et s'opérer peut-être l'exécution du même citoyen Millerand.

Mais ne nous leurrions pas: il entre aussi dans l'état d'esprit des syndicats, ou plutôt il y entraît encore à la veille du congrès, la crainte, je pourrais même dire la certitude que, comme tous les congrès où les socialistes ont agité des problèmes et des passions politique, celui-ci verrait naître entre les diverses fractions présentes, et à la suite de querelles abominables (qui, d'ailleurs, n'ont pas manqué d'éclater), une nouvelle et irréparable rupture. On ne pouvait pas admettre qu'où se trouvaient et le «Torquemade en Iorgnon» et l'aspirant-fusilleur d'anarchistes, et Lafargue et Zévaès, il n'y eût pas tentatives de chantage, extorsions de votes, pratiques d'une délicatesse douteuse et, si cela ne suffisait pas, retraite en bon ordre.

Or, contrairement à toutes les prévisions, le congrès de 1899 a réalisé, sinon l'union, au moins l'Unité socialiste. Tel était devenu le désir de la foule de ne plus voir ses efforts pour l'émancipation contrariés, souvent brisés par les compétitions des chefs socialistes, que ceux-ci ont compris enfin la nécessité de se

soumettre et se sont soumis. Nous savons l'enthousiasme, un peu puéril, avec lequel a été accueillie cette unité de nombre – à laquelle nous préférons, nous anarchistes, l'unité d'aspiration, mille fois plus puissante. Je crains donc qu'un enthousiasme pareil ne s'empare également des syndicats et ne détermine une partie d'eux à se remettre inconsidérément sous le joug politicien.

On objectera peut-être que l'unité née de ce congrès est artificielle et précaire. Je l'ai cru, moi aussi, tout d'abord, je ne le crois plus aujourd'hui. Sans doute, le parti ouvrier français, celui dont l'existence nous est si précieuse qu'il faudrait l'inventer s'il n'existait pas, tant sa morgue et son outrecuidance rendent haïssable à la masse corporative le socialiste politique, le Parti ouvrier français a su se faire, dans le Comité général du Parti, une place enviable et il s'efforcera, nul ne le conteste, d'y régner en maître, jouant de sa force numérique et de ses menaces de scission comme Jules Guérin naguère du dossier Félix Faure. Mais Jaurès se lassera bien un jour d'être dupe; mais tel et tel que je sais feront peut-être, quelque soir, sur le dos des guesdistes, un solennel 18 brumaire; mais – et surtout – les Fédérations départementales autonomes auxquelles guesdistes et blanquistes ont bien imprudemment accordé une grande place, finiront par absorber le Comité général, après avoir émasculé, en les abandonnant le P.O.F. et le P.S.R. dont elles sont aujourd'hui la substance. Il est vrai qu'alors le Comité du Parti socialiste sera imprégné d'un esprit fédéraliste actuellement inconnu et qu'au lieu de trouver en lui la haine aveugle dont nous honorent les jacobins et les terroristes (en chambre), nous trouverons des gens sympathiques à la partie essentielle de notre doctrine: la libération intégrale de l'humanité.

Mais le Parti socialiste ne sera pas seulement encore un parti parlementaire paralysant l'énergie et l'esprit d'initiatives que nous cherchons à inspirer aux groupes corporatifs, il sera de plus en plus un parti contre-révolutionnaire, trompant l'appétit populaire par des réformes anodines, et les associations corporatives renonçant à l'abominable activité qui, en dix années, les a pourvues de tant d'institutions dues à elles-mêmes et à elles seules, se confieront encore aux irréalisables promesses de la politique. Cette perspective est-elle pour nous plaire?

Actuellement, notre situation dans le monde socialiste est celle-ci: Proscrits du «Parti» parce que, non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas: des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants de la culture de soi-même.

Accueillis, au contraire, à raison même de ces sentiments, par le «Parti» corporatif qui nous a vus dévoués à l'œuvre économique, purs de toute ambition, prodiges de nos forces, prêts à payer de nos personnes sur tous les champs de bataille, et après avoir rossé la police, bafoué l'armée, reprennent, impassibles, la besogne syndicale, obscure mais féconde.

Eh bien, cette situation, sachons la conserver; et pour la conserver, consentons, ceux d'entre-nous qui, à l'instar des collectivistes, considèrent l'agglomération syndicale et coopérative d'un œil défiant, à respecter; et les autres, ceux qui croient à la mission révolutionnaire du prolétariat éclairé, à poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres.

Je ne propose pas, on le voit, ni une méthode nouvelle, ni un assentiment unanime à cette méthode. Je crois seulement, en premier lieu, que, pour hâter la «révolution sociale» et faire que le prolétariat soit en état d'en tirer tout le profit désirable, nous devons, non seulement prêcher aux quatre coins de l'horizon le gouvernement de soi par soi-même, mais encore prouver expérimentalement à la foule ouvrière au sein de ses propres institutions, qu'un tel gouvernement est possible, et aussi l'armer, en l'instruisant de la nécessité de la révolution, contre les suggestions énervantes du capitalisme.

Je demande, en second lieu, à ceux qui, comme nos camarades de l'Homme Libre, pensent autrement que nous sur l'avenir des unions ouvrières, la neutralité bienveillante à laquelle nous avons droit, et toute la ténacité et toute l'ardeur dont ils sont capables à ceux qui admettent, dans des proportions diverses, l'utilité de l'organisation syndicale.

Les syndicats ont depuis quelques années une ambition très haute et très noble. Ils croient avoir une mission sociale à remplir et, au lieu de se considérer soit comme de purs instruments de résistance à la dépression économique, soit comme de simples cadres de l'armée révolutionnaire, ils prétendent, en outre, semer dans la société capitaliste même le germe des troupes libres de producteurs par qui semble devoir se réaliser notre conception communiste et anarchiste. Devons-nous donc, en nous abstenant de coopérer à leur tâche, courir le risque qu'un jour les difficultés ne les découragent et qu'ils ne se rejettent dans les bras de la politique.

Tel est le problème que je soumets à l'examen des camarades, avec l'espoir que ceux qui l'auront résolu dans le même sens que moi, n'épargneront plus leur temps ni leurs forces pour aider à l'affranchissement des esprits et des corps.

Cette lettre ouverte portera ses fruits et, si au début du XX^{ème} siècle, la C.G.T. adoptera la stratégie de la grève générale selon les principes d'action directe, ce sera le fait de militants anarchistes influencés par cette lettre de Pelloutier. Notons, cependant que Pelloutier se méfiera beaucoup de la C.G.T. La *Fédération Nationale des Bourses du Travail*, ne fusionnera d'ailleurs avec la centrale syndicale qu'à la mort de son secrétaire national.

Les derniers jours de Pelloutier ne seront pas des plus heureux. Malade et sans ressource, il faudra que son ami Sorel sollicite Jaurès qui, par l'intermédiaire de Millerand, *Ministre du Commerce*, obtiendra pour Fernand Pelloutier un emploi à *l'Office du Travail*, il ne manquera pas, bien entendu, de directeurs de consciences, pour le lui reprocher. Le 13 mars 1901, Fernand Pelloutier meurt à l'âge de 33 ans.

Sa pensée continua cependant à être féconde, elle influença les rédacteurs de la *Charte d'Amiens*, les fondateurs de la C.G.T.F.O., bien sûr les militants de *l'Union des Anarcho-Syndicalistes*, et de nombreuses figures du mouvement ouvrier comme Monatte par exemple.

A l'heure où les tentatives d'intégration des organisations syndicales se font pressantes, il nous faut défendre les principes d'action directe (que nous ne confondons pas avec l'autogestion), d'indépendance syndicale et d'autonomie ouvrière.

Comment, dans un tel contexte, serait-il possible de se passer de l'apport historique de Fernand Pelloutier?

Christophe BITAUD.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
